**SITE HOSPITALIER DE RANGUEIL**

**C.C.T.P**

**PRESTATION COORDONNATEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

**------**

**Relogement du service de Dialyse**

**R2220**

TABLE DES MATIERES

[I. CONTEXTE 4](#_Toc208324509)

[1. OBJET 5](#_Toc208324510)

[2. BUDGET 5](#_Toc208324511)

[3. DELAIS 5](#_Toc208324512)

[PLANNING 5](#_Toc208324513)

[4. CALENDRIER 5](#_Toc208324514)

[II. PRESTATIONS ATTENDUES 6](#_Toc208324515)

[1. LES MISSIONS 6](#_Toc208324516)

[2. OBLIGATIONS DU CSPS 6](#_Toc208324517)

[3. LA DESIGNATION DU CONTROLEUR ET DE SON SUPPLEANT 7](#_Toc208324518)

[III. PHASE CONCEPTION 7](#_Toc208324519)

[1. Déroulement de la mission 7](#_Toc208324520)

[2. Livrables 8](#_Toc208324521)

[3. Rapport à chaque phase / Avis sur documents 8](#_Toc208324522)

[4. Registre-journal de la coordination 9](#_Toc208324523)

[5. Élaboration du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) 9](#_Toc208324524)

[6. Elaboration de la déclaration préalable. 10](#_Toc208324525)

[7. Dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage 11](#_Toc208324526)

[8. Transmission du dossier en fin de phase conception 11](#_Toc208324527)

[IV. Mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase travaux 11](#_Toc208324528)

[1. Déroulement de la mission 11](#_Toc208324529)

[2. Livrables 12](#_Toc208324530)

[3. Tenue du registre-journal de la coordination 13](#_Toc208324531)

[4. Inspection commune de chantier 14](#_Toc208324532)

[5. Collecte des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) 14](#_Toc208324533)

[6. Inspections de chantier 14](#_Toc208324534)

[7. Avis en phase d’exécution 15](#_Toc208324535)

[8. Adaptation du PGC 15](#_Toc208324536)

[9. Mise à jour du DIUO 15](#_Toc208324537)

[10. Mesures d’urgence 16](#_Toc208324538)

[V. DELAI, PRESENCE MINIMUM ET PENALITES 16](#_Toc208324539)

[1. Délais de transmission des livrables, fréquence et pénalités 16](#_Toc208324540)

[2. Présence minimale en réunions ou visites et pénalités 16](#_Toc208324541)

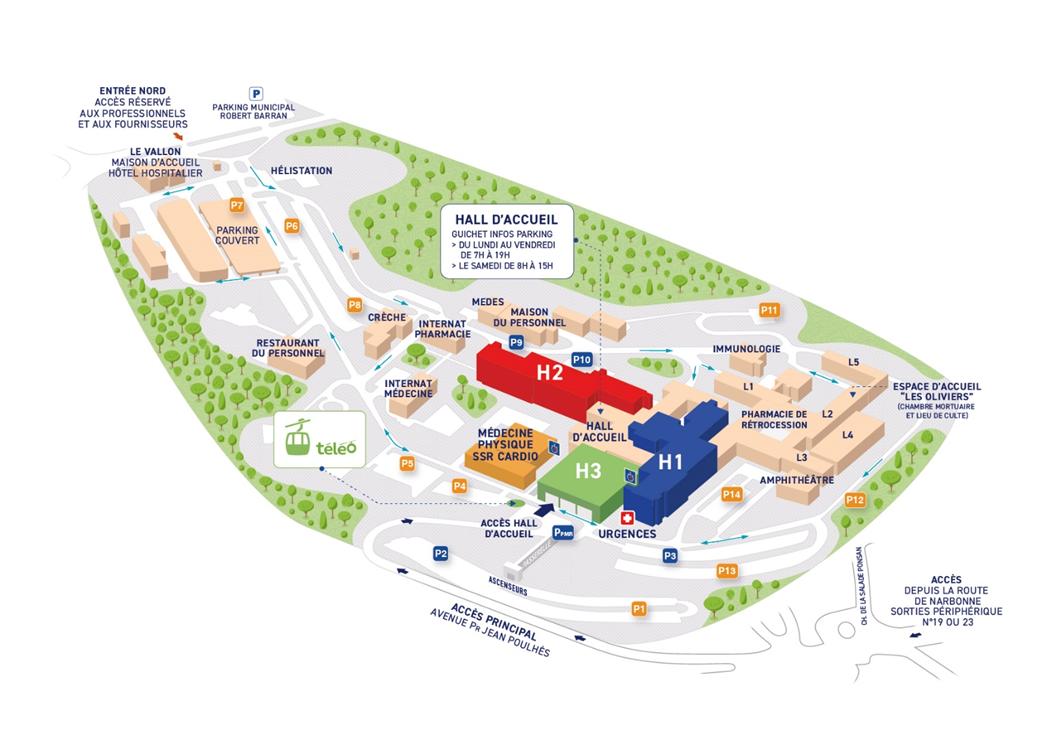
# CONTEXTE

Dans le cadre de sa stratégie d’optimisation des parcours de soins et de modernisation de ses infrastructures, le CHU de Toulouse prévoit la relocalisation du service de dialyse, actuellement situé sur le site de Larrey, vers le site hospitalier de Rangueil.

Le projet prévoit la construction d’un nouveau bâtiment sur le parking P14, du site hospitalier de Rangueil, attenant au bâtiment H1.

Une liaison, entre le RdC du bâtiment H1 et le R+2 du nouveau bâtiment, a été pressentie afin de créer un accès direct entre les deux bâtiments et de préserver le passage des engins de secours.

À terme, cette liaison permettra d’établir un lien direct avec les services Uro-Nephro qui ont pour projet d’être déménagés aux niveaux R+1 et R+2 du bâtiment H1 et ainsi regrouper l’ensemble des services de dialyse.



Parking P14

## OBJET

La Direction des constructions et du patrimoine du CHU de Toulouse assure la maîtrise d’ouvrage de ce projet.

Pour ce fait, elle souhaite s’associer aux compétences d’un coordonnateur de sécurité et protection de la santé (CSPS) pendant toute la durée de l’opération afin de prévenir tout risque lié à la réalisation de cet ouvrage.

## BUDGET

L’opération de travaux est estimée à : 7M€ HT (valeur septembre 2025)

Cette estimation intègre l’ensemble des travaux liés à la construction du nouveau bâtiment, la création de la liaison avec le bâtiment H1, ainsi que la réfection de la voirie, incluant la réalisation d’un parking pour les ambulances et le personnel.

## DELAIS

### PLANNING GLOBAL

|  |  |
| --- | --- |
| MISSIONS | DELAI D’EXECUTION |
| Concours de MOE | 8 mois |
| Etude de conception | 9 mois |
| Travaux | 13 mois |
| Réception | 1 mois |
| GPA | 1 an |

## CALENDRIER

Début de la mission : 1er trimestre 2026

Démarrage travaux : 1er trimestre 2027

Phasage : Une tranche de travaux

Achèvement de la mission : 3e trimestre 2028

# PRESTATIONS ATTENDUES

Pour la réalisation de cette mission, les prestations suivantes sont attendues :

## LES MISSIONS

Les opérations de bâtiment et de génie civil sont classées en trois catégories. S’agissant de cette opération, nous sommes sur un chantier de catégorie 2.

Le niveau de compétence attendu du CSPS est un niveau 2 : aptitude à coordonner les opérations de 2e catégories.

### PHASE CONCEPTION :

La mission de CSPS en phase conception débutera dès réception par le titulaire de l’ordre de service de démarrage. Elle s’achèvera à la désignation des entreprises de construction du projet.

Dès que la mission débutera, le prestataire devra prendre connaissance, auprès du maître d’ouvrage, de l’ensemble des informations nécessaires à l’accomplissement de sa mission.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d’ouvrage, marquera le début de la mission. De manière générale, le coordonnateur participera aux réunions de conception, à la demande du maître d’œuvre, afin d’organiser et de coordonner la sécurité et la prévention de la santé de tous, à l’intérieur et aux abords du chantier.

### PHASE TRAVAUX :

Cette phase s’achèvera à la remise du DUIO. Le coordonnateur n’est ni soumis à la garantie de parfait achèvement, ni à la garantie de bon fonctionnement. Sa responsabilité vis-à-vis du Maître d’ouvrage s’exerce jusqu’à la réception.

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, le coordonnateur SPS peut être sollicité pour formuler un avis.

## OBLIGATIONS DU CSPS

Il appartient au titulaire de prendre l’initiative de solliciter auprès du maître d’ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l’exercice de sa mission dans le délai imparti pour l’exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents au marché qui lui ont été attribués.

Le Titulaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d’assurer la sécurité, l’hygiène, la santé et la sécurité :

* Des usagers de l’établissement adhérent ;
* De ses intervenants.

Le coordonnateur portera une attention particulière à la nécessité de lutter contre les nuisances de chantier, en particulier le bruit et la poussière, et de prévenir les risques de maladies nosocomiales. Sur ce dernier point, il veillera à appliquer au mieux les préconisations du CHU de Toulouse.

Il prendra également en compte les interférences entre le chantier et les activités d’exploitation sur le site, notamment la circulation des patients, du personnel de l’établissement et des visiteurs.

## LA DESIGNATION DU CONTROLEUR ET DE SON SUPPLEANT

Le titulaire devra désigner nominativement le chargé d’affaire et ses collaborateurs dans son offre.

Dans l’hypothèse où, en cours de mission, le collaborateur n’est plus en mesure d’assurer la mission qui lui a été confiée, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d’ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s’en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément et organisé de la façon suivante :

* Le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d’ouvrage dans un délai inférieur à 7 jours à compter de la vacance ;
* Le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d’ouvrage si celui-ci ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d’ouvrage, le titulaire dispose d’un délai de 7 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

# PHASE CONCEPTION

## DEROULEMENT DE LA MISSION

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d’ouvrage, marquera le début de la mission.

Au cours de cette mission, le prestataire réfléchira à l’ensemble des mesures de préservation de la sécurité et de la santé des différents intervenants et du public (riverains, personnel, malades, visiteurs…).

Le coordonnateur, au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage :

1. Elabore le plan général de coordination;
2. Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
3. Ouvre un registre-journal de la coordination ;
4. Définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Il mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier ;

## LIVRABLES

Les documents sont adressés au maître d’ouvrage en version dématérialisée.

Ils sont numérotés chronologiquement, et doivent y faire figurer, outre l’avis proprement dit, la référence de l’opération, la nature de la mission, l’origine et la date du document examiné (ou la date de réunion), ainsi que la liste des destinataires.

Les documents seront diffusés à l’ensemble des intervenants du projet par le coordonnateur SPS :

Maitre d’ouvrage, Maitre d’œuvre, Assistant à Maitrise d’Ouvrage, OPC, CSSI, Bureau de Contrôle. Le maitre d’ouvrage pourra demander, en plus de la version informatique, la remise d’un exemplaire papier.

|  |  |
| --- | --- |
| CATEGORIE | DOCUMENTS |
| Chantier de catégorie 2 | Avis en phase Etudes (APS/APD/ PRO) |
| Ouverture du registre journal |
| Rédaction du PGC |
| Ouverture DIUO |
| Déclaration préalable |

## RAPPORT A CHAQUE PHASE / AVIS SUR DOCUMENTS

À la réception de chaque document d’études (APS, APD, PRO), le coordonnateur SPS établira une note d’avis sur document regroupant ses remarques. Il s’appuiera sur des points règlementaires précis.

La notice d’organisation générale du chantier, établie par le maître d’œuvre, fera l’objet d’une analyse spécifique formalisée dans un rapport remis au maître d’ouvrage.

Le coordonnateur SPS contribuera à l’élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) en proposant au maître d’ouvrage au moment de la phase PRO l’ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

* Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l’opération ;
* Les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;

D’autre part, le coordonnateur proposera au maître d’œuvre l’ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

## REGISTRE-JOURNAL DE LA COORDINATION

Le coordonnateur SPS ouvrira et mettra à jour le registre-journal de la coordination : il y consignera, dans l’ordre chronologique, tous les évènements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur fera alors viser par le maître d’œuvre, et les autres acteurs, les points du registre les concernant.

Au moins à chaque phase d’études, le prestataire remettra, le cas échéant, les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre.

Durant cette mission, le coordonnateur consignera au registre-journal tous les avis, observations ou notifications qu’il jugera nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ; tous les évènements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d’études et les suites qui leur sont données.

## ÉLABORATION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS élaborera le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Le prestataire commencera à rédiger le PGC dès le début des études APS, puis le fera évoluer jusqu’à la phase de projet ; le PGC sera alors remis au maître d’ouvrage qui le joindra au dossier de consultation des entreprises. Il sera mis à disposition de tous les acteurs du projet.

Le PGCSPS

* *Les renseignements généraux d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable*
* *Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées avec le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur*
* Compatibilité du calendrier général d'exécution proposé avec les moyens d'exécution possibles.
* Installations de chantier ou d'hygiène mises éventuellement à la disposition des entreprises par le Maître de l'Ouvrage (installations collectives pour le personnel de l'ensemble des entreprises, notamment) et modalités de leur utilisation.
* *Les mesures de coordination en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :*
* Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
* Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
* La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
* Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
* Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
* L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
* Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
* *Les sujétions découlant de la mise en œuvre des contraintes d’hygiène inhérentes à l’environnement hospitalier et de la prévention notamment contre le risque aspergillaire.*
* Etablissement des circuits de flux internes et externes au chantier selon l’activité hospitalière,
* Conditions d'exécution des travaux,
* Diffusion de l'information à l'intérieur du chantier.
* *Les sujétions découlant de l'environnement du chantier*
* Géologie du site.
* Hydrologie : nappes, crues, etc...
* Climatologie : direction et force des vents dominants, températures, risques d'orages, etc...
* Dénomination et implantation des ouvrages maintenus en exploitation sur le site et à ses abords (lignes électriques, canalisations souterraines, unités de production déjà en service).
* Restrictions apportées : à l'emploi des explosifs, des feux, des matériels bruyants, des radiations ; à l'utilisation de certaines zones à des fins de stockage de matériaux.
* Signalisation du chantier de jour et de nuit.
* Rejets d'effluents.
* Limitation d'accès au site : gabarits maximaux, charges limites sur voies d'accès...
* Servitudes de voisinage, interdictions diverses relatives à la législation concernant les établissements classés.
* Interdiction de survol des grues dans certaines zones du chantier.
* *Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière*
* *Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendant*
* *Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante*

## ELABORATION DE LA DECLARATION PREALABLE.

La préparation de la déclaration préalable devant être adressée pour les opérations qui le nécessitent à l’inspection du travail, la CRAM et l’OPBBTP sera effectué par le prestataire.

Cette déclaration sera établie suivant le modèle en vigueur.

Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux.

## DOSSIER D’INTERVENTION ULTERIEURE SUR L’OUVRAGE

Le coordonnateur SPS constituera le dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (DIUO) dès la conception. Il rassemblera tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage, ainsi que le dossier technique regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante. Il comporte, notamment, le dossier de maintenance des lieux de travail.

Ce document précisera les dispositions prises :

* Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
* Pour l’accès en couverture (moyens d’arrimage pour les interventions de courte durée, possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes) ;
* Pour faciliter les travaux d’entretien intérieur (ravalement des halls de grande hauteur, accès aux cabines et machineries d’ascenseur, accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire, changements ou essais d’appareillages situés en hauteur).

Il indiquera en outre les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d’entretien.

Le DIUO devra être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée.

Le DIUO sera amené à être enrichi pendant la phase d’exécution des travaux, et sera remis au maître d'ouvrage, par le coordonnateur en fonction, lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

# Mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase travaux

## DEROULEMENT DE LA MISSION

Au cours de cette mission, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre et au suivi des mesures de sécurité et de protection de la santé sur le chantier de construction et des mesures de préservation de la sécurité et de la santé des différents intervenants et du public (riverains, personnel, malades, visiteurs…).

Le prestataire sera l’interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs ; il exercera sa mission en concertation avec le maître d’œuvre et l’OPC.

Le coordonnateur veillera par ailleurs à la sécurité permanente du public et des activités à proximité du chantier.

Le coordonnateur, au cours de la réalisation de l'ouvrage :

1. Organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger ;
2. Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
3. Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application ;
4. Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le coordonnateur devra s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération en intervenant le plus en amont possible. Il mettra les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception, fixé à la maîtrise d'œuvre, et du calendrier de la réalisation, fixé à l’entreprise, calendrier qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégré dans son plan général de coordination.

En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part au maître d'ouvrage qui prendra les dispositions adéquates. Si certaines mesures entraînent une conséquence financière sur les Marchés déjà conclus, le coordonnateur les soumettra au préalable, au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par écrit et accompagnés d'une estimation du coût prévisible.

## LIVRABLES

Les documents sont adressés au maître d’ouvrage en version dématérialisée.

Ils sont numérotés chronologiquement, et doivent y faire figurer, outre l’avis proprement dit, la référence de l’opération, la nature de la mission, l’origine et la date du document examiné (ou la date de l’évènement), ainsi que la liste des destinataires.

Les documents seront diffusés à l’ensemble des intervenants du projet par le coordonnateur SPS.

|  |  |
| --- | --- |
| Catégorie | Documents |
| Chantier de catégorie 2 | Registre-Journal de la coordination |
| Procès-verbal des inspections communes |
| Collecte des PPSPS et harmonisation |
| Procès-verbal des visites sur site |
| Avis en phase d’exécution |
| Adaptation du PGC |
| DIUO |

## TENUE DU REGISTRE-JOURNAL DE LA COORDINATION

De manière générale, au cours de cette mission, le prestataire tiendra à jour le registre journal de la coordination en y consignant :

* L’arrivée d’une nouvelle entreprise ;
* La remise d’un PPSPS ;
* L’arrêt d’un poste de travail ;
* La tenue d’une réunion sur le site ;
* Le PGC et ses additifs ;
* Les procès-verbaux des inspections communes ;
* Les comptes rendus de réunions ;
* Les visites de chantier ;
* L’ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées.

Une fois par mois, le prestataire remettra, le cas échéant, les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi, au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire et se trouvera dans la salle de réunion, accessible à tout moment. Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.

## INSPECTION COMMUNE DE CHANTIER

Le prestataire procèdera à une inspection commune du chantier, avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à leur intervention. Cette visite aura pour but de préciser les consignes de sécurité à observer par ces entreprises.

Le coordonnateur informera le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre des dates et heure de chaque inspection commune, afin de leur permettre d’y assister, s’ils le jugent opportun.

Pour chaque entreprise, l’inspection commune aura lieu avant la remise du PPSPS de l’entreprise. Elle fera l’objet d’un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l’entreprise. Le coordonnateur consignera cette inspection dans le registre-journal.

Le coordonnateur adressera le procès-verbal au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre.

## COLLECTE DES PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Le coordonnateur :

* Communiquera à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier, dès signature du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
* Guidera les entreprises, leurs cotraitants et sous-traitants dans l’élaboration de leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), en contrôlera le contenu, et veillera à ce qu’il soit conforme aux articles du Code du travail ;
* Harmonisera les PPSPS des différentes entreprises ;
* Diffusera les PPSPS aux organismes intéressés ;
* Assistera le maître d’ouvrage dans la gestion des PPSPS ;
* Transmettra à chaque entrepreneur les PPSPS des entreprises chargées du gros œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu’énumérés à l’article L. 235-6 du Code du travail ;
* Transmettra à chaque entreprise, qui en fait la demande, l’ensemble des PPSPS établis par les autres entrepreneurs.

## INSPECTIONS DE CHANTIER

Le coordonnateur procèdera à des inspections régulières de zone de chantier **(au moins 1 visite inopinée par semaine, dissociée des réunions de chantier)** afin de veiller à l’application, par les entreprises, des dispositions prévues dans leur marché et dans leur PPSPS.

Il s’assurera également du suivi des règles définies dans le PGC, et de la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT, pour les projets concernés.

Le coordonnateur consignera chacune de ses visites dans le registre-journal et transmettra un avis sur visite aux entreprises, maitre d’œuvre, OPC et maitre d’ouvrage.

## AVIS EN PHASE D’EXECUTION

En coordination avec le maitre d’œuvre et l’OPC, le coordonnateur SPS organisera les prestations des différentes entreprises, y compris sous-traitantes, et coordonnera leurs activités simultanées afin de limiter les risques inhérents à la coactivité.

Il contrôlera notamment le plan d’installation de chantier et vérifiera les installations de chantier de chaque entreprise.

À la demande du maître d’ouvrage, le coordonnateur peut être amené à formuler un avis sur une entreprise sous-traitante en vue de son agrément. En tout état de cause, le prestataire sera destinataire d’une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.

Le coordonnateur SPS formulera toutes les observations qu’il jugera nécessaire de faire sur les documents d’exécution.

En cas d’accidents de travail, le prestataire établira les statistiques d’accidents de travail intervenus sur le chantier. Il analysera les rapports d’accidents établis par les entreprises afin de proposer toute mesure de protection utile à la prévention de ces accidents.

## ADAPTATION DU PGC

Tout au long de la mission, le prestataire complètera et adaptera le plan général de coordination (PGC) au vu de l’évolution du chantier, et en fera mention dans le registre-journal du chantier.

Il y intègrera notamment les PPSPS des entreprises de construction.

Le coordonnateur communiquera les modifications du PGC au maître d’ouvrage, au maître d’œuvre et aux titulaires des marchés de travaux.

Le PGCSPS sera présenté par le coordonnateur, sur demande :

* Au médecin du travail
* Aux membres des CHSCT des entreprises appelées à intervenir sur le chantier, ou à défaut, aux délégués du personnel
* À l'inspection du travail
* Aux représentants de l'OPPBTP
* Aux représentants de la C.R.A.M

## MISE A JOUR DU DIUO

Le prestataire mettra à jour le dossier d’intervention ultérieure sur l’ouvrage (DIUO) tout au long de l’avancement du chantier.

Au plus tard un mois avant à la réception de l’ouvrage, le coordonnateur remettra au maître d’ouvrage, en quatre (4) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible informatisé, le DIUO partiel. Il comprendra notamment :

* Tous les documents de nature à faciliter l’intervention ultérieure sur l’ouvrage (plans, notes techniques) ;
* Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l’intervention ultérieure sur l’ouvrage (caractéristiques, localisations, durabilité…) ;
* Le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l’article R. 4211-3 du Code du travail ;
* Une notice générale d’intervention ultérieure sur l’ouvrage – élaborée par le prestataire – recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d’intervention ultérieure sur l’ouvrage.

Enfin, au maximum un (1) mois après la réception des travaux, le coordonnateur SPS remettra au maître d’ouvrage, en deux (2) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible, le DIUO définitif. Cette transmission fera l’objet d’un bordereau d’envoi.

## MESURES D’URGENCE

En vertu des articles L. 4131-1 et L. 4154-3 du Code du travail, le coordonnateur sera autorisé à prendre toute disposition d’urgence qui s’imposera, voire à arrêter et évacuer le chantier si nécessaire.

Toute décision d’urgence qu’il sera amené à prendre fera l’objet d’un rapport justificatif faisant état des circonstances et des raisons de prise d’une telle décision.

Ce rapport sera adressé au maître d’ouvrage au plus tard le jour suivant sa décision.

# DELAI, PRESENCE MINIMUM ET PENALITES

## DELAIS DE TRANSMISSION DES LIVRABLES, FREQUENCE ET PENALITES

Les délais de remise des livrables et pénalités associées sont définies au CCAP.

## PRESENCE MINIMALE EN REUNIONS OU VISITES ET PENALITES

Le prestataire devra assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction. Il assistera notamment le maître d’ouvrage dans les réunions éventuellement organisées, sur le thème de la sécurité et de la protection de la santé sur le projet, par les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail…).

Il lui appartiendra enfin de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l’exercice de sa responsabilité l’imposeront.